

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

17 avril 2008
Français
Original : anglais

Deuxième session

Genève, 28 avril-9 mai 2008

**Mesures visant à promouvoir la création
d'une zone exempte d'armes nucléaires
au Moyen-Orient et la réalisation des buts
et objectifs de la résolution de 1995
sur le Moyen-Orient**

Rapport présenté par le Japon

1. L'absence de progrès dans la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient compromet sérieusement la crédibilité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le Japon a soutenu, comme il continue de le faire, la résolution de 1995 demandant la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive, tant nucléaires que chimiques et biologiques, et de leurs vecteurs, effectivement soumise à vérification. À ce propos, à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, comme lors des sessions précédentes, le Japon s'est de nouveau associé à l'adoption par consensus de la résolution 62/18 du 5 décembre 2007, intitulée « Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient ».

2. La création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toute autre arme de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient exigera en dernière analyse l'adhésion de tous les États de la région au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur les armes biologiques et à la Convention sur les armes chimiques. L'adhésion de tous les États de la région au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires serait aussi un progrès important et concret dans cette direction. Le Japon prend part activement aux efforts internationaux qui visent à encourager une adhésion universelle à ces instruments multilatéraux sur le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive. Dans le cadre de ces efforts, le Japon a appuyé la résolution intitulée « L'application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient » (GC (51)/res/17) à la cinquante et unième session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le 20 septembre 2007. Le Japon a également prié instamment à plusieurs reprises Israël d'adhérer au Traité sur la non-prolifération, à la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, et de ratifier le Traité



d'interdiction complète des essais nucléaires. Il a aussi prié instamment la Syrie, l'Égypte et la République islamique d'Iran d'adhérer le plus rapidement possible aux instruments se rapportant aux armes de destruction massives auxquels ils ne sont pas parties.

3. Il faut absolument que le respect de ces instruments juridiques soit pleinement assuré. Le Japon a prié instamment le Gouvernement iranien de se conformer aux exigences formulées dans toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité concernant le programme nucléaire de la République islamique d'Iran, y compris la suspension de toutes les activités liées à l'enrichissement ainsi que la ratification et la mise en œuvre du Protocole additionnel. Le Japon tient à souligner à ce propos la nécessité de renforcer le système de garanties de l'AIEA, qui joue un rôle vital dans la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il est fermement convaincu que la signature par tous les États de la région des accords de garanties de l'AIEA et des protocoles additionnels est essentielle pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires. Souhaitant l'adhésion universelle aux accords de garantie généralisée et aux protocoles additionnels, le Japon est disposé à partager son expérience et à fournir une assistance technique aux États intéressés de la région.

4. Le Japon est très attaché au processus de paix au Moyen-Orient, clef d'une stabilité régionale qui est une condition primordiale de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive. Convaincu que la seule manière d'obtenir la paix au Moyen-Orient passe par la coexistence pacifique entre deux nations, Israël et la Palestine, le Japon ne ménage aucun effort à cette fin. En particulier, il s'est engagé par les mesures suivantes :

a) Grâce à sa position neutre et au fait qu'il n'est en faveur ni des Israéliens ni des Palestiniens, le Japon entretient un dialogue politique de haut niveau tant avec Israël qu'avec l'Autorité palestinienne pour les encourager à faire progresser le processus de paix. Par exemple, à la suite de la visite du Ministre des affaires étrangères, Taro Aso, en Israël et dans les territoires occupés en août 2007, le Gouvernement japonais a invité le Premier Ministre Ehud Olmert à se rendre au Japon en février 2008, afin d'appuyer son engagement à ne ménager aucun effort pour conclure un accord de paix avec les Palestiniens avant la fin de l'année 2008;

b) Dans le domaine économique, le Japon s'est activement employé à aider les Palestiniens depuis les Accords d'Oslo de 1993. En mars 2008, le Japon avait dépensé plus de 938 millions de dollars des États-Unis au titre de l'aide aux Palestiniens, auxquels il va ajouter 150 millions, conformément à l'engagement pris à la Conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien (Paris, décembre 2007);

c) Le Gouvernement japonais a lancé et parraine divers projets visant à améliorer l'état des relations entre Israéliens et Palestiniens. Qui plus est, se fondant sur son action dans les domaines décrits ci-dessus, le Japon a proposé et continue de promouvoir, en coopération avec Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne, une initiative visant à créer un « couloir de la paix et de la prospérité » dans une partie de la vallée du Jourdain, dans le but de créer à terme un État palestinien viable.